

Circulaire 2008/14

Reporting prudentiel – banques

Reporting prudentiel à la suite des boucle- ments annuels et semestriels dans le secteur bancaire

Référence :	Circ.-FINMA 08/14 « Reporting prudentiel – banques »
Date :	20 novembre 2008
Entrée en vigueur :	1 ^{er} janvier 2009
Dernière modification :	27 mars 2014 [les modifications sont signalées par * et figurent à la fin du document]
Concordance :	remplace la Circ.-CFB 05/4 « Reporting prudentiel » du 24 novembre 2005
Bases légales :	LFINMA art. 7 al. 1 let. b, 24, 25, 29, 39 LB art. 3 al. 2 let. c ^{bis} , 18, 23 ^{bis} al. 3 OB art. 13, 31, 34, 35, 40 LBVM art. 10 al. 2 let. d, 14, 17, 34a al. 1 OBVM art. 23 al. 4, 28 al. 4, 29 OFR art. 7 LBN art. 14 al. 2, 16, 50
Annexe 1 :	Composantes des annonces
Annexe 2 :	Déclarations concernant les détenteurs de participations qualifiées ou prépondérantes

Destinataires																					
LB			LSA			LBVM		LPCC								LBA			Autres		
Banques	Groupes et congl. financiers	Autres intermédiaires	Assureurs	Groupes. et congl. d'assur.	Intermédiaires d'assur.	Bourses et participants	Négociants en valeurs mob.	Directions de fonds	SICAV	Sociétés en comm. de PCC	SICAF	Banques dépositaires	Gestionnaires de PCC	Distributeurs	Représentants de PCC étr.	Autres intermédiaires	OAR	IFDS	Entités surveillées par OAR	Sociétés d'audit	Agences de notation
X	X						X														

I. But	Cm	1–3
II. Devoir d'annonce	Cm	4–6
III. Objet des annonces et destinataires	Cm	7–15
IV. Périodicité et délai	Cm	16–19
A. Bouclement annuel	Cm	16–18
B. Bouclement semestriel	Cm	19
V. Vérification	Cm	20–21

I. But

La présente circulaire définit les informations devant être communiquées à la FINMA annuellement et semestriellement par les banques, les négociants en valeurs mobilières (ci-après : négociants) et les groupes financiers, de manière directe ou par le biais de la Banque nationale suisse (BNS) ou des sociétés d'audit bancaires ou boursières, au moyen de formulaires d'annonce homogènes ainsi que sous format électronique. 1*

Ces informations permettent à la FINMA de mettre en oeuvre un système d'analyse et de notation afin d'assurer une surveillance orientée sur les risques. Au moyen d'analyses statistiques, telles que comparaisons de données de référence, analyses de séries chronologiques, comparaisons entre banques, négociants et groupes financiers ainsi qu'à l'intérieur de groupes comparatifs, la FINMA peut obtenir une vue d'ensemble de la situation et de l'évolution du système bancaire. Le reporting prudentiel représente ainsi un complément aux informations remises par les sociétés d'audit bancaires ou boursières dans le cadre de leurs rapports. 2*

L'annonce des participants qualifiés selon l'art. 13 OB pour les banques, respectivement des participants prépondérants selon l'art. 28 al. 4 OBVM pour les négociants, a pour but de vérifier le respect permanent des conditions d'autorisation (art. 3 al. 2 let. c^{bis} LB ; art. 10 al. 2 let. d LBVM), de constater, le cas échéant, une domination étrangère ainsi que d'évaluer la nécessité d'une surveillance consolidée. 3*

II. Devoir d'annonce

Toutes les banques et négociants sont tenus de procéder aux annonces annuelles et semestrielles relatives au reporting prudentiel (Cm 8 et 10) et à l'annonce annuelle des détenteurs de participations qualifiées ou prépondérantes (Cm 12) ainsi qu'à l'annonce annuelle des dix plus grands débiteurs (Cm 13) sur base individuelle. 4*

Les groupes financiers fournissent également les données correspondantes au reporting prudentiel (Cm 9 et 11) et à l'annonce des 10 plus grands débiteurs sur base consolidée (Cm 13) lorsque :

- conformément aux art. 34 et 35 OB ou à l'art. 29 OBVM, ils doivent établir des comptes de groupe ou de sous-groupe, ou 5*
- en raison d'une structure de groupe de type holding ou comparable, ils doivent, suite à une décision de la FINMA ou d'une autre manière, respecter sur base consolidée les prescriptions en matière d'établissement des comptes, de fonds propres et de répartition des risques. 6

III. Objet des annonces et destinataires

Les banques, les négociants et les groupes financiers adressent leurs annonces aux destinataires suivants : 7*

Annonce	Destinataires	
• Reporting prudentiel annuel sur base individuelle, selon annexe 1	BNS et sociétés d'audit bancaires ou boursières	8*
• Reporting prudentiel annuel sur base consolidée, selon annexe 1	BNS et sociétés d'audit bancaires ou boursières	9*
• Reporting prudentiel semestriel sur base individuelle, selon annexe 1	BNS et sociétés d'audit bancaires ou boursières	10*
• Reporting prudentiel semestriel sur base consolidée, selon annexe 1	BNS et sociétés d'audit bancaires ou boursières	11*
• Déclaration concernant les détenteurs de participations qualifiées ou prépondérantes, selon annexe 2	FINMA et institutions de révision bancaires ou boursières	12
• Annonce des dix plus grands débiteurs sur base individuelle et consolidée, selon le formulaire correspondant ¹	Sociétés d'audit bancaires ou boursières (annexe du rapport sur l'audit prudentiel, selon Circ.-FINMA 13/3 « Activités d'audit »)	13*

Les données chiffrées selon annexe 1 sont plausibilisées et traitées par la BNS, puis transmises à la FINMA. Elles sont traitées confidentiellement. Cette procédure vise, en particulier dans l'intérêt des banques et négociants assujettis, à éviter des doublons en matière d'annonce. 14*

Les banques et négociants établissent le reporting réglementaire sur la base de leur boucler- 14.1*
ment individuel statutaire (Circ.-FINMA 15/1 « Comptabilité banques », Cm 5).

Selon l'art. 958d al. 3 du code des obligations (CO ; RS 220), la tenue et la présentation des 14.2*
comptes sont effectuées en francs suisses ou dans la monnaie la plus importante au regard des activités. En cas d'utilisation d'une monnaie étrangère, toutes les valeurs rapportées dans les comptes doivent également être indiquées en francs suisses, conformément au Cm 73 de la Circ.-FINMA 15/1 « Comptabilité banques ». Les valeurs converties en francs suisses sont déterminantes pour le reporting prudentiel.

Les formulaires d'annonce du reporting prudentiel selon annexe 1 sont basés sur le schéma 15*
de présentation des comptes de la Circ.-FINMA 15/1 « Comptabilité – banques ». Ces formulaires doivent également être utilisés par les groupes financiers qui utilisent un standard international comptable reconnu par la FINMA (Cm 10 de la Circ.-FINMA 15/1 « Comptabilité banques »). Les positions des comptes consolidés doivent à cet égard être insérées par analogie dans les positions du formulaire d'annonce. La BNS remet aux entités soumises au reporting les moyens de saisie correspondants. Les données sont à remettre en principe sous format électronique.

IV. Périodicité et délai

A. Bouclerment annuel

Les annonces selon les Cm 8 à 9 et 12 à 13 doivent être établies annuellement en se référant 16*
au bouclerment annuel.

Ces annonces doivent être transmises dans les 60 jours suivant la date du bouclerment annuel. 17

¹ Consultable sous www.finma.ch

A titre exceptionnel et pour des cas dûment justifiés, la FINMA peut prolonger ce délai de 20 jours au plus.

La transmission du reporting prudentiel sur base individuelle et sur base consolidée a lieu en règle générale avant la fin des travaux d'audit effectués par les sociétés d'audit bancaires ou boursières. Les banques, négociants et groupes financiers qui constatent, ultérieurement à l'envoi des annonces, des modifications dans les chiffres doivent transmettre à nouveau la totalité des annonces à la BNS dans les 7 mois suivant la date du bouclage annuel. 18*

B. Bouclage semestriel

Les annonces selon les chiffres marginaux 10–11 doivent être transmises dans les 60 jours suivant la date du bouclage semestriel. A titre exceptionnel et pour des cas dûment justifiés, la FINMA peut prolonger ce délai de 20 jours au plus. 19

V. Vérification

Le reporting prudentiel, la déclaration concernant les détenteurs de participations qualifiées ou prépondérantes ainsi que l'annonce des dix plus grands débiteurs doivent être vérifiés ultérieurement par les sociétés d'audit bancaires ou boursières dans le cadre de l'audit prudentiel conformément à la Circ.-FINMA 13/3 « Activités d'audit ». La société d'audit peut, le cas échéant, s'appuyer sur des enseignements tirés de l'audit comptable. 20*

Au cas où des divergences significatives avec les données transmises par la banque ou le négociant apparaîtraient à l'issue des travaux d'audit, la société d'audit devra les présenter et les expliquer dans le rapport sur l'audit prudentiel. 21*

Composantes des annonces

I. Reporting prudentiel sur base individuelle

A. Annuellement

• Bilan annuel (après répartition du bénéfice) (formulaire BNS AU 001)	1
• Compte de résultat (formulaire BNS AU 002)	2*
• Analyse des fonds propres (après répartition du bénéfice selon proposition du conseil d'administration) (formulaire BNS AU 003)	3
• Provisions / réserves pour risques bancaires généraux / correctifs de valeurs (formulaire BNS AU 004)	4*
• Correctifs de valeurs pour risques de défaillance (risques du croire et risques-pays), créances en souffrance et intérêts non perçus (formulaire BNS AU 005)	5*
• Instruments financiers dérivés ouverts (formulaire BNS AU 006)	6
• Répartition des avoirs sous gestion (formulaire BNS AU 007)	7
• Relevé des dépôts privilégiés et des dépôts garantis ainsi que des valeurs de couverture (formulaire BNS AU 008)	8*
• Ratios (formulaire BNS AU 009)	8.1*

B. Semestriellement

• Bilan semestriel (formulaire BNS AUH 001)	9
• Compte de résultat semestriel (formulaire BNS AUH 002)	10

II. Reporting prudentiel sur base consolidée

A. Annuellement

• Bilan annuel (avant répartition du bénéfice) (formulaire BNS AU 101)	11
• Compte de résultat (formulaire BNS AU 102)	12
• Analyse des fonds propres (formulaire BNS AU 103)	12.1*
• Provisions / réserves pour risques bancaires généraux / correctifs de valeurs (formulaire BNS AU 104)	13*
• Correctifs de valeurs pour risques de défaillance (risques du croire et risques-pays), créances en souffrance et intérêts non perçus (formulaire BNS AU 105)	14*
• Instruments financiers dérivés ouverts (formulaire BNS AU 106)	15

Annexe 1



Composantes des annonces

- Répartition des avoirs sous gestion (formulaire BNS AU 107) 16
- Ratios (formulaire BNS AU 109) 16.1*

B. Semestriellement

- Bilan semestriel (formulaire BNS AUH 101) 17
- Compte de résultat semestriel (formulaire BNS AUH 102) 18

Déclarations concernant les détenteurs de participations qualifiées ou prépondérantes

Déclaration concernant les détenteurs de participations qualifiées au sens de l'art. 3 al. 2 let. c^{bis} LB ou prépondérantes au sens de l'art. 10 al. 2 let. d LBVM en relation avec l'art. 23 al. 4 OBVM (à remplir par la banque ou le négociant en valeurs mobilières)

Cette déclaration doit être complétée intégralement chaque année. Les changements intervenus au cours de l'année précédente doivent être indiqués de manière spécifique. Pour toute nouvelle participation qualifiée ou prépondérante, le formulaire annexé à cette déclaration doit également être complété.

Banque ou négociant en valeurs mobilières :

Le capital de la banque ou du négociant en valeurs mobilières sus-indiqué de Fr. est divisé en (nombre)

.....	Actions nominatives d'une valeur nominale de	Fr.
.....	Actions au porteur d'une valeur nominale de	Fr.
.....	Bons de participation d'une valeur nominale de	Fr.
.....	Apports (pour les sociétés de personnes)	Fr.

Les personnes physiques ou morales suivantes détiennent des participations qualifiées selon l'art. 3 al. 2 let. c^{bis} LB ou selon l'art. 23 al. 4 OBVM :

1.
2.
3.
4.
5.
6.
7.
8.
9.

Nous avons rempli cette formule et ses annexes après avoir pris connaissance de la disposition pénale de l'art. 45 al. 1 LFINMA et nous nous engageons à informer immédiatement la FINMA de toute modification qui interviendrait dans l'état des participations qualifiées ou prépondérantes (art. 3 al. 6 LB, art. 28 al. 3 OBVM).

Lieu et date :

Signatures :

Président ou
Vice-président

Membre
de la Direction

Annexe : Formule

Déclarations concernant les détenteurs de participations qualifiées ou prépondérantes

Formule concernant la déclaration des détenteurs de participations qualifiées ou prépondérantes (Annexe)

1. Nom / Raison sociale du détenteur :

.....
.....

2. Adresse :

.....
.....

3. Domicile / Siège social (lieu / pays) :

.....

4. Nationalité :

.....

Pour les étrangers en Suisse, type de permis de séjour :

.....

5. Genre de participation :

- participation directe (capital) : %
- participation directe (voix) : %
- participation indirecte (capital) : % de la participation
..... (nom de la participation)
- participation indirecte (voix) : % de la participation
..... (nom de la participation)
- participation (capital-participation) : %
- apports (pour les sociétés de personnes) :
- influence d'une autre manière :
.....
.....

Liste des modifications



La présente circulaire est modifiée comme suit :

Modification du 1^{er} juin 2012 entrant en vigueur le 1^{er} janvier 2013

Dans toute la circulaire, les renvois à l'ordonnance sur les fonds propres (OFR ; RS 952.03) ont été adaptés à la version de ladite ordonnance qui entre en vigueur au 1^{er} janvier 2013.

Modification du 6 décembre 2012 entrant en vigueur le 1^{er} janvier 2013

Cm modifiés	7, 13, 20, 21
-------------	---------------

Modification du 27 mars 2014 entrant en vigueur le 1^{er} janvier 2015

Nouveaux Cm	14.1, 14.2
-------------	------------

Cm modifiés	1, 2, 3, 4, 5, 7, 8, 9, 10, 11, 13, 14, 15, 16, 18, 20, 21
-------------	--

Les annexes sont modifiées comme suit :

Modification du 27 mars 2014 entrant en vigueur le 1^{er} janvier 2015

Nouveau	annexe 1 : Cm 8.1, 12.1, 16.1
---------	-------------------------------

Modifié	annexe 1 : Cm 2, 4, 5, 8, 13, 14
---------	----------------------------------